

## **PRENEZ GARDE A L'EVANGILE BOUILLONNANT DERRIERE LES MILLIONNAIRES INDIENS**

Arundhati Roy - Financial Times - 13 janvier 2012

Est-ce un logement ou une maison? Un temple à la nouvelle Inde, ou un entrepôt pour ses fantômes? Depuis qu'Antilla a fait son apparition sur Altamount Road à Mumbai, suintant le mystère et la menace tranquille, les choses ne sont plus les mêmes. 'Nous y voici' a dit l'ami qui m'accompagnait là, 'présente tes respects à notre nouveau chef'.

Antilla appartient à l'homme le plus riche d'Inde, Mukesh Ambani. J'avais lu concernant celle-ci, l'habitation la plus chère jamais construite, les 27 étages, trois hélistations, neuf ascenseurs, jardins suspendus, salles de bal, salle météorologique, gymnases, six étages de stationnement, et les 600 domestiques. Rien ne m'avais préparée à la pelouse verticale - un mur d'herbe qui s'élance vers le ciel attaché à un énorme grillage en métal. L'herbe était sèche en carré, des morceaux étaient tombés en rectangles bien coupés. Manifestement, le 'dégoulinement' n'avait pas fonctionné.

Mais le 'bouillonnement' oui. Voilà pourquoi dans une nation de 1,2 milliard de personnes, les 100 personnes les plus riches d'Inde possèdent des biens équivalant à un quart du produit intérieur brut. Le bruit court dans la rue (et dans The New York Times), ou du moins courait, que les Ambanis ne vivaient pas à Antilla. Peut-être y vivent-ils maintenant, mais les gens parlent encore tout bas de fantômes et de malheur, d'architecture védique et de feng-shui. Je pense que c'est entièrement de la faute de Marx. Le capitalisme, a-t-il dit, '... a fait apparaître de si gigantesques moyens de production et d'échange, il est comme le sorcier qui n'est plus en mesure de maîtriser les pouvoirs des enfers qu'il a appelé par ses sortilèges'.

En Inde, les 300 millions d'entre nous qui appartiennent à la nouvelle classe moyenne post-'réformes' - le marché - vivent côté à côté avec les fantômes de 250.000 agriculteurs accablés de dettes qui se sont suicidés et des 800 millions qui ont été appauvris et dépossédés pour nous laisser la voie libre. Et qui survivent avec moins de 50 centimes par jour.

Mr Ambani vaut personnellement plus de 20 milliards de dollars. Il a un capital majoritaire dans Reliance Industries Limited (RIL), une compagnie ayant une capitalisation boursière de 2,41 trillions de roupies (47 milliards de dollars) et une batterie d'intérêts commerciaux mondiaux. RIL a 95% d'intérêts dans Infotel, qui, il y a quelques semaines, a acheté une part majeure dans un groupe médiatique qui gère des chaînes télévisées d'informations et de divertissements. Infotel possède la seule licence nationale de transmission à large bande 4G. Il a également une équipe de cricket.

RIL est une des quelques sociétés, certaines familiales, certaines pas, qui dirigent l'Inde. Certaines autres sont Tata, Jindal, Vedanta, Mittal, Infosys, Essar et l'autre Reliance (ADAG), possédé par le frère de Mukesh, Anil. Leur course à la croissance s'est répandue à travers l'Europe, l'Asie centrale, l'Afrique et l'Amérique latine. Les Tatas, par exemple, gèrent plus de 100 entreprises dans 80 pays. Ils sont une des plus grandes compagnies du secteur privé en Inde.

Puisque la possession multiple d'entreprises n'est pas limitée par les règles 'de l'évangile bouillonnant', plus on a, plus on peut avoir. Pendant ce temps, scandale sur scandale ont dévoilé, en détails pénibles, comment les sociétés achètent les politiciens, les juges, les bureaucrates et les organes de presse, évidant la démocratie, ne conservant que ses rituels. D'énormes réserves de bauxite, de minerai de fer, de pétrole et de gaz naturel valant des trillions de dollars ont été vendues à des sociétés pour une somme dérisoire, défiant même la logique tordue de l'économie de marché. Des cartels de politiciens et de sociétés corrompus se sont associés pour sous-estimer la quantité de réserves, et la réelle valeur marchande des biens publics, aboutissant au détournement de milliards de dollars de deniers publics. Ensuite, il y a la saisie des terres - le déplacement forcé de communautés, de millions de personnes de qui les terres sont appropriées par l'état et données aux

entreprises privées. (La notion de l'inviolabilité de la propriété privée s'applique rarement aux biens des pauvres). Des révoltes de masse ont éclaté, un grand nombre d'entre elles armées. Le gouvernement a indiqué qu'il déploiera l'armée pour les réprimer.

Les sociétés ont leur propre stratégie sournoise pour s'occuper de la différence d'opinion. Avec une minuscule proportion de leurs bénéfices, elles gèrent des hôpitaux, des instituts d'enseignement et des trusts, lesquels à leur tour, financent des ONG, des universitaires, des journalistes, des artistes, des cinéastes, des festivals littéraires et même des mouvements de protestation. C'est une façon d'utiliser la charité pour attirer les leaders d'opinion dans leur sphère d'influence. D'infiltrer la normalité, de coloniser la banalité afin de les contester semble aussi absurde (ou aussi ésotérique) que de contester la 'réalité' elle-même. De là, il n'y a qu'un pas rapide et facile vers le 'il n'y a pas d'alternative'.

Les Tatas gèrent deux des plus grands trusts caritatifs en Inde. (Ils ont fait don de 50 millions de dollars à cette institution dans le besoin qu'est la Harvard Business School) Les Jindals, ayant une participation majeure dans l'exploitation minière, les métaux et l'énergie, dirigent la Jindal Global Law School, et ouvriront bientôt la Jindal School of Government and Public Policy. Financée par les bénéfices du géant du logiciel Infosys, la New India Foundation donne des prix et des bourses universitaires aux spécialistes des sciences humaines.

Ayant mis au point comment s'y prendre avec le gouvernement, l'opposition, les tribunaux, les médias et l'opinion libérale, il reste à se charger de l'agitation croissante, de la menace du 'pouvoir populaire'. Comment l'apprivoise-t-on? Comment transforme-t-on des manifestants en animaux domestiques? Comment aspire-t-on à la fureur populaire pour la rediriger dans des impasses? En Inde, le mouvement anti-corruption ouvertement nationaliste et en grande partie de classe moyenne dirigé par Anna Hazare est un bon exemple. Une campagne médiatique continue financée par les entreprises l'a proclamée 'la voix du peuple'. Il exigeait une loi qui sapait même les résidus restant de démocratie.

Contrairement au mouvement Occupy Wall Street, il n'a rien dit contre la privatisation, les monopoles d'entreprises ni les 'réformes' économiques. Ses principaux partisans médiatiques ont, avec succès, détourné le feu des projecteurs des énormes scandales de corruption des entreprises et ont utilisé le harcèlement public des politiciens pour exiger la suppression supplémentaire des pouvoirs discrétionnaires du gouvernement, plus de réformes et plus de privatisation.

Après deux décennies de ces 'réformes' et de croissance phénoménale mais sans emploi, l'Inde a plus d'enfants souffrant de malnutrition que nulle part ailleurs dans le monde, et plus de personnes pauvres dans 8 de ses états que dans les 26 pays d'Afrique subsaharienne mis ensemble. Et maintenant, la crise financière internationale se rapproche. Le taux de croissance a dégringolé à 6,9 pour cent. Les investissements étrangers se retirent.

Il s'avère que les véritables fossoyeurs du capitalisme, ce n'est pas le prolétariat révolutionnaire de Marx, mais ses propres cardinaux délirants, qui ont transformé l'idéologie en religion. Ils semblent avoir des difficultés à saisir la réalité, ou à comprendre la science du changement climatique qui dit, assez simplement, que le capitalisme (y compris la variété chinoise) détruit la planète.

'Le dégoulinement' a échoué. Maintenant, 'le bouillonnement' a aussi des ennuis. Alors que les premières étoiles apparaissent dans le ciel qui s'assombrit de Mumbai, les gardes en chemises de lin impeccables avec des talkies-walkies crépitants apparaissent à l'extérieur des portes menaçantes d'Antilla. Les lumières s'allument. Peut-être est-ce le moment pour les fantômes de sortir et de jouer.